



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

GROUPE EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2006

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE
Société anonyme au capital de 4 525 920 €
Siège social : 88480 Étival Clairefontaine
R.C.S. Saint-Dié 505 780 296 – APE 741 J

I – Comptes consolidés au 30 juin 2006

Bilan consolidé

en K€	30/06/2006	31/12/2005	Notes
ACTIFS NON COURANTS	230 591	232 504	
Immobilisations incorporelles	13 134	13 067	(2.1.5)
Immobilisations incorporelles – goodwill	15 945	15 208	(2.1.1, 2.1.5)
Immobilisations corporelles	197 777	200 638	(2.1.5)
Autres actifs financiers	3 069	2 897	(2.1.5)
Impôts différés	665	693	(2.4)
ACTIFS COURANTS	385 078	382 674	
Stocks	150 165	133 292	(2.2.1, 2.2.2)
Créances clients et autres créances	168 326	160 198	(2.2.2)
Acomptes versés	2 611	2 274	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 975	86 909	(2.2.3)
TOTAL ACTIF	615 669	615 178	

CAPITAUX PROPRES	343 012	344 301	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	227 173	220 367	
Réserves consolidées	109 707	116 112	
Ecart de conversion	-266	-288	
Résultat - part du groupe	1 441	3 045	
Capitaux propres – part du groupe	342 581	343 762	
Intérêts minoritaires	431	539	
DETTES NON COURANTES	106 566	98 458	
Dettes portant intérêts (Echéance > 12 mois)	66 677	59 562	(2.6)
Impôts différés	25 050	24 397	(2.4)
Provisions	14 839	14 499	(2.5)
DETTES COURANTES	166 091	172 419	
Dettes fournisseurs	57 279	56 358	
Dettes financières à court terme	57 387	65 022	(2.6)
Fraction à court terme des dettes portant intérêt	65	95	(2.6)
Provisions	1 354	2 001	(2.5)
Autres dettes	50 006	48 943	(2.8)
TOTAL PASSIF	615 669	615 178	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2006	30/06/2005	Notes
Produits des activités ordinaires	245 015	246 677	
- Ventes de produits	241 933	242 710	
- Ventes de services	3 081	3 967	
Autres produits opérationnels	14 436	12 285	
- Reprises d'amortissements et de provisions	9 800	6 128	(2.1.5, 2.2.2, 2.5)
- Subventions	26	34	
- Autres produits	4 609	6 123	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	14 938	19 258	(2.2.1)
Production immobilisée	42	68	
Marchandises et matières consommées	125 548	126 328	(2.2.1)
Charges externes	45 111	43 138	
Frais de personnel	69 697	68 984	(2.11)
Impôts et taxes	7 131	6 885	
Dotations aux amortissements et provisions	20 927	15 926	(2.1.5, 2.2.2, 2.5)
Autres charges opérationnelles	3 702	5 459	
RESULTAT OPERATIONNEL	2 314	11 567	
Dépréciation des goodwill			(2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwill	2 314	11 567	
Produits financier	3 882	2 960	
Charges financières	3 766	3 812	
Résultat financier	117	-852	(2.12)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	0	-32	
Charges d'impôt sur le résultat	1 090	4 662	(2.4, 2.10)
Résultat après impôts	1 341	6 021	
Résultat des minoritaires	-100	-53	
Résultat du Groupe	1 441	6 073	
Résultat de la période	1 341	6 021	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	1.19	5.32	

Variation des capitaux propres consolidés

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Capitaux propres consolidés à l'ouverture	343 762	346 217
Résultat de l'exercice	1 441	3 045
Dividendes hors groupe	-2 263	-4 074
Écarts de conversion	-254	343
Autres variations – amortissements et provisions	-105	-1 769
Capitaux propres consolidés à la clôture	342 581	343 762
Intérêts minoritaires – variation issue du résultat de la période	431	539

Tableau des flux de trésorerie consolidés

en K€	30/06/2006	31/12/2005	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 341	2 902	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	10 980	26 778	(2.1.5, 2.5)
• Variation des impôts différés	283	479	
• Plus values de cession, nettes d'impôt	-321	-438	
• Autres	256	-1 740	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>12 539</i>	<i>27 981</i>	
• Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-30 139	11 763	Bilan
• Intérêts payés / perçus	-1 076	-2 655	
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	6 816	-9 154	
(1) Flux net de trésorerie généré par l'activité	-11 860	27 935	
• Acquisition d'immobilisations	-11 880	-42 285	(2.1.5)
• Cession d'immobilisations	3 354	11 625	
• Incidence des variations de périmètre et autres mouvements	-790	-3 436	
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-9 316	-34 096	
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2 263	-4 074	CP
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-19	-513	
• Augmentation de capital			
• Emission d'emprunts	12 059	9 993	
• Remboursement d'emprunts	-2 275	-4 814	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	7 502	592	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-13 674	-5 569	
Trésorerie d'ouverture	26 478	32 047	(2.6)
Trésorerie de clôture	12 804	26 478	(2.6)
Variation de trésorerie	-13 674	-5 569	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le conseil d'administration du 20 septembre 2006.

2- Adoption des normes internationales

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a fait le choix d'appliquer les normes IAS 32 et 39 sur les instruments financiers à partir du 1^{er} janvier 2005 sans présentation comparative. Ce choix d'application est conforme à la norme IFRS 1.

L'IASB, au cours de sa réunion des 23 et 24 juin 2005, a retiré l'interprétation IFRIC 3 relative au traitement comptable des droits d'émission des gaz à effet de serre. En conséquence, le traitement comptable appliqué est décrit dans la note 9. Ce traitement est provisoire dans l'attente d'une position définitive de L'IASB.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ainsi que sur les périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales et des entreprises associées

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée et jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe. Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet des instruments financiers dérivés à des fins de transactions.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

La juste valeur des swaps, cap et floor de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier les instruments à la date de clôture.

Le Groupe ayant fait le choix d'appliquer les normes relatives aux instruments financiers (IAS 32 et 39) à partir du 1^{er} janvier 2005 sans présentation comparative, la première comptabilisation de la juste valeur des instruments financiers dérivés a été portée en réserves de consolidation dans les comptes du 31 décembre 2006.

7- Regroupement d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3. Le coût de l'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis et des passifs encourus à la date de prise de contrôle de l'entité.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué initialement à son coût, correspondant à l'excédant du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Si la part d'intérêts de l'acquéreur excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

8- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives. Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement.

Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services. Conformément à l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas réévaluer à leur juste valeur les immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture, mais d'appliquer la méthode du coût historique amorti.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière. Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels, bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

9- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation générée en interne si certaines conditions sont démontrées et notamment que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe. Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice duquel elles sont encourues.

L'examen des actifs incorporels a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Le traitement comptable retenu, en l'absence de norme IFRS spécifique ou d'interprétation IFRIC est issu de la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre dans les comptes individuels.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone faisant l'objet d'un titre émis par l'Etat, valable pour une durée spécifiée.

L'Etat alloue aux exploitants, pour chaque installation autorisée, un certain nombre de quotas.

La quantité totale de dioxyde de carbone émise par chaque installation au cours d'une année civile est mesurée ou calculée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

L'exploitant est tenu de restituer chaque année à l'Etat un nombre de quotas égal au total de ses émissions au cours de l'année civile écoulée.

L'Etat procède à l'allocation des quotas pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2005, puis par périodes de 5 ans, dans le cadre d'un plan national d'allocation des quotas. Les quotas émis par l'Etat sont alloués à titre gratuit pour la première période triennale débutant le 1^{er} janvier 2005.

Les quotas sont des biens meubles exclusivement matérialisés par une inscription au compte de leur propriétaire dans le registre national français. Ils sont négociables, transmissibles par virement de compte à compte et confèrent des droits identiques à leurs détenteurs.

Bien que n'augmentant pas directement les avantages économiques futurs se rattachant à un actif existant, les quotas d'émission sont nécessaires pour que les filiales puissent obtenir les avantages économiques futurs de leurs autres actifs. Ils sont donc comptabilisés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.

L'obligation de restitution à l'Etat des émissions de gaz constatées au cours de la période donne lieu à la constatation d'un passif par la contrepartie d'une charge.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Le passif correspondant aux quotas d'émission à restituer est évalué sur la base de la valeur d'entrée des quotas alloués, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Dans le cas où la valeur des quotas à l'actif est supérieure à la valeur des quotas à restituer, un test de dépréciation est effectué consistant à comparer la valeur comptable à la valeur sur le marché d'échange à la clôture de l'exercice.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales et des entreprises associées.

S'agissant des acquisitions d'entreprises ayant eu lieu après le 1^{er} janvier 2003, le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis.

Pour les acquisitions antérieures à cette date, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie faisant l'objet d'un test de dépréciation annuel, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée.

Les unités génératrices de trésorerie ont été déterminées au niveau des entités porteuses de goodwill. Ces unités génératrices de trésorerie sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux secteurs d'activités tels que définis par la norme IAS 14 « Information sectorielle ».

Chaque année des tests de valeur sont réalisés sur l'ensemble des goodwills selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill est comptabilisée au compte de résultat et n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Elles ne sont pas amorties, leur durée d'utilité étant estimée indéfinie, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée par un tiers externe au Groupe.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

10- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwills et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation de un mois et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Dettes portant intérêt

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation, ils sont évalués au coût amorti. Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

15- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Régimes à prestations définies

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées. L'ensemble des écarts actuariels est comptabilisé immédiatement en charges de la période.

16- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

17- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de service sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

18- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

19- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises) d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

20- Information sectorielle

Basée sur l'organisation interne du Groupe, l'information sectorielle de premier niveau est présentée par pôle de métier et l'information sectorielle de second niveau par zone géographique.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

L'information sectorielle par zone géographique est ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2006 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	99,53	100,00	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	99,53	99,53	I.G.	582 090 452
EDITIONS BELEM	153, rue de Rome 75017 PARIS	60,00	60,00	I.G.	450 671 565
BRAUSE GmbH	D - 51149 KÖLN	99,67	100,00	I.G.	
BRAUSE Produktion	Heckenkamp 30 D - 58640 ISERLOHN	99,67	100,00	I.G.	
BRAUSE Vermögens.	D - 51149 KÖLN	99,67	100,00	I.G.	
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	99,53	100,00	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100,00	100,00	I.G.	439 721 697
CLAIRCELL	ZI - rue de Chartres 28160 BROU	99,53	100,00	I.G.	432 357 358
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100,00	100,00	I.G.	339 956 781
CLAIREFONTAINE RHODIA Ltd	Crest House 7 Highfield Road Edgbaston BIRMINGHAM	100,00	100,00	I.G.	
CLAIR MAROC	3, rue Kassar Maarif 20100 MAARIF - CASABLANCA	61,54	61,54	I.G.	
COGIR	10, rue Beaugard 37110 CHATEAU RENAULT	99,50	99,97	I.G.	885 783 159
DECOPATCH	5, Chemin du Plateau - ZA Techild 69570 DARDILLY	100,00	100,00	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	99,99	100,00	I.G.	542 091 194

EXACLAI BARCELONE	E - 08110 MONTCADA Y REIXAC	99,72	100,00	I.G.	
EXACLAI BRUXELLES	249, Boulevard de l'Humanité B - 1620 DROGENBOS	99,02	99,33	I.G.	
EXACLAI IRLANDE	9, Cedar Drive - Millfarm DUNBOYNE	100,00	100,00	I.G.	
EXACLAI NEW YORK	143 west, 29th street USA - NEW YORK	99,69	100,00	I.G.	
EXACLAI POLSKA	Ul lesnà 23 - Kotowice PL - 55-011 SIECHNICE	100,00	100,00	I.G.	
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	99,53	99,53	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75020 PARIS	99,53	100,00	I.G.	702 027 665
FLAMBO	18, rue des Remparts 28210 NOGENT LE ROI	99,53	100,00	I.G.	333 005 072
GRAFOCARTE	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	99,53	100,00	I.G.	342 163 532
IMPRIMERIE GIRAULT MORIN	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	99,53	100,00	I.G.	312 058 100
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière - 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	99,53	100,00	I.G.	659 200 786
INTERVAL EDITIONS	3, rue Fortia 13001 MARSEILLE	99,53	100,00	I.G.	438 399 685
KERLUDE	Pen A Hoat 22780 LOGUIVY PLOUGRAS	100,00	100,00	I.G.	437 350 416
KOHLER	D - 51149 KOLN	99,67	100,00	I.G.	
LALO	138, quai de Jemmapes 75010 PARIS	99,53	100,00	I.G.	572 016 814
CALENDRIERS LAVIGNE	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	99,53	100,00	I.G.	652 000 498
LE DAUPHIN	27, rue Georges Sand 38500 VOIRON	99,53	100,00	I.G.	055 500 953
LUDAPI	6, rue de la Peltière - 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	99,33	99,80	I.G.	422 281 626
MAILDOR PRODUCTION	Zone Industrielle 76220 GOURNAY EN BRAY	100,00	100,00	I.G.	562 078 519
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	99,53	100,00	I.G.	318 110 665
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	99,99	99,99	I.G.	402 965 297
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	99,99	100,00	I.G.	339 310 807
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	99,53	100,00	I.G.	054 807 748

QUO VADIS Italia Srl	19 via Roberto Lepetit I - 20124 MILANO	99,53	100,00	I.G.	
QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin - Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	99,53	100,00	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1-32-3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	99,53	100,00	I.G.	
QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60-773 POZNAN	99,53	100,00	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120 Elmview Ave HAMBURG, NY 14075-3770	99,53	100,00	I.G.	
RODECO	D - 51149 KOLN	99,77	100,00	I.G.	
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	99,53	100,00	I.G.	432 030 088
SCHUT	Kabeljauw 2 NL - 6866 HEELSUM	99,99	100,00	I.G.	
SCI DU RHIN	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100,00	100,00	I.G.	393 250 477
SCI DE PEN HOAT	Pen A Hoat 22780 LOGUIVY PLOUGRAS	100,00	100,00	I.G.	429 748 619
SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	99,64	99,85	I.G.	085 650 141
SOFAC	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	99,53	100,00	I.G.	332 346 444
PAPETERIE VERILHAC FRERES	Lieudit Noyer Chut SECHILLENNE 38220 VIZILLE	99,71	99,71	I.G.	054 504 410

Trois sociétés sortent du périmètre :

- Jowa
- Les Impressions Offset
- Obolding

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Goodwills

K€	30/06/2006	31/12/2005
A Nouveau	17 553	14 117
Acquisitions	737	3 436
Total brut	18 290	17 553
A Nouveau	2 345	928
Dotation		1 417
Total dépréciations	2 345	2 345
Total goodwill net	15 945	15 208

Les goodwills enregistrés concernent 8 filiales au 30 juin 2006.

2.1.2 Immobilisations incorporelles

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent

- des marques pour un montant global de 8 610 K€
- les droits d'émission de gaz à effet de serre qui s'élèvent à 2 657 K€ à la clôture de la période

2.1.3 Immobilisations corporelles

Le groupe a procédé à un examen détaillé de l'ensemble de ses immobilisations corporelles afin d'identifier d'une part les immobilisations pouvant faire l'objet d'une décomposition, et d'autre part d'apprécier les durées probables d'utilisation de l'ensemble des actifs corporels.

2.1.4 Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont valorisés au coût d'acquisition. Leur évaluation en fin d'exercice tient compte de leur valeur d'utilité et de leur actif net comptable.

Dans le poste « Autres actifs financiers » figurent des titres de sociétés non consolidées pour un montant net de 112 K€

2.1.5 Tableaux des flux

Variation des immobilisations brutes : 30/06/2006

en K€	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions et augmentation	Cessions et diminutions	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres variations (1)	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles	38 461	3 526	2 233		-17	39 737
Goodwill	17 553	737				18 290
Frais d'établissement	97					97
Frais de développement	0					0
Concessions, brevets, licences	16 733	2 055	1 761		-250	16 777
Autres immobilisations incorporelles	4 078	695	472		88	4 389
Immobilisations incorporelles en cours	0	39			145	184
Immobilisations corporelles	431 144	8 674	5 155		-447	434 216
Terrains	6 696		1		345	7 040
Constructions	91 992	237	1 417		2 348	93 160
Installations tech, mat et outillage ind.	295 027	2 228	3 126		2 528	296 657
Autres immobilisations corporelles	29 472	532	279		195	29 920
Immobilisations corporelles en cours	6 671	3 498	332		-5 095	4 742
Avances et acomptes s/ immos corporelles	1 286	2 179			-768	2 697
Immobilisations financières	4 748	421	137		-3	5 029
Titres de participations non consolidés	1 222	25				1 247
Créances rattachées à des participations	1 009	287				1 296
Créances ratt. à des participat° non conso.	0					0
Autres titres immobilisés	300		7			293
Prêts	1 209	93	104			1 198
Autres immobilisations financières	1 008	16	26		-3	995
Titres mis en équivalence	0					0

- (1) Immobilisation incorporelles :
 - Reclassements = 6 K€
 - Ecarts de conversion = -23 K€
- (1) Immobilisations corporelles :
 - Reclassements = -5 K€
 - Ecarts de conversion = -442 K€

Variation des immobilisations brutes : 31/12/2005

en K€	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions et augmentation	Cessions et diminutions	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres variations (1)	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles	18 581	4 239	1 555	129	-486	20 908
Frais d'établissement	352		283	28		97
Frais de développement	544		10		-534	0
Concessions, brevets, licences	14 551	3 087	1 062	91	66	16 733
Autres immobilisations incorporelles	3 134	1 152	200	10	-18	4 078
Immobilisations incorporelles en cours						0
Immobilisations corporelles	409 617	34 748	20 274	6 019	1 034	431 144
Terrains	8 513	609	1 977	33	-482	6 696
Constructions	83 504	4 539	5 949	1 824	8 074	91 992
Installations tech, mat et outillage ind.	273 964	20 729	11 366	3 675	8 025	295 027
Autres immobilisations corporelles	28 474	1 785	982	335	-140	29 472
Immobilisations corporelles en cours	6 916	6 029		152	-6 426	6 671
Avances et acomptes s/ immos corporelles	8 246	1 057			-8 017	1 286
Immobilisations financières	7 824	951	725	-3 302	0	4 748
Titres de participations non consolidés	4 556	13		-3 400	53	1 222
Créances rattachées à des participations	303	826	120			1 009
Créances ratt. à des participat ^o non conso.	120		120			0
Autres titres immobilisés	362		9		-53	300
Prêts	1 684	52	550	28	-5	1 209
Autres immobilisations financières	919	60	46	70	5	1 008
Titres mis en équivalence	820			-820		0

(1)Immobilisation incorporelles : – Frais de développement en réserves consolidées = - 534 K€

– Ecarts de conversion = 48 K€

(1)Immobilisations corporelles : – Reclassements = 177 K€

– Ecarts de conversion = 857 K€

Variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations : 30/06/2006

en K€	Amort. et dépréciation à l'ouverture	Dotations	Reprises	Cessions	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres variations	Amort. et dépréciation à la clôture
Immobilisations incorporelles	10 187	534	10	33		-20	10 658
Goodwill	2 345						2 345
Frais d'établissement	28	10					38
Frais de développement	0						0
Concessions, brevets, licences	4 974	266		1		-256	4 983
Autres immobilisations incorporelles	2 840	258	10	32		236	3 292
Immobilisations incorporelles en cours	0						0
Immobilisations corporelles	230 506	11 380	686	5 520		-242	236 438
Terrains	884	28					912
Constructions	40 321	1 772	212	1 368		-70	40 443
Installations tech, mat et outillage (1)	168 631	8 570	177	2 876		-139	174 009
Autres immobilisations corporelles	20 057	1 010		276		-33	20 758
Immobilisations corporelles en cours	613		297				316
Immobilisations financières	1 851	127	18	0		0	1 960
Titres de participations non consolidés	1 046	89					1 135
Créances ratt. à des participations	663	38					701
Créances ratt. participat ^o non conso	0						0
Autres titres immobilisés	129		5				124
Prêts	13		13				0
Autres immobilisations financières	0						0

(1) Le total des pertes de valeur s'élève à 4 500 K€ Elles sont incorporées dans les amortissements d'un montant total de 174 009 K€(voir note 2.5).

Variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations : 31/12/2005

en K€	Amort. et dépréciation à l'ouverture	Dotations	Reprises	Cessions	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Amort. et dépréciation à la clôture
Immobilisations incorporelles	7 497	1 012	0	828	115	46	7 842
Frais d'établissement	263	20		283	28		28
Frais de développement							0
Concessions, brevets, licences	4 850	504		474	81	13	4 974
Autres immobilisations incorporelles	2 384	488		71	6	33	2 840
Immobilisations incorporelles en cours							0
Immobilisations corporelles	214 463	27 521	816	14 720	3 539	519	230 506
Terrains	831	54		1			884
Constructions	39 990	3 555		4 079	690	165	40 321
Installations tech, mat et outillage (1)	154 923	21 238	404	9 707	2 317	264	168 631
Autres immobilisations corporelles	18 707	2 073		933	120	90	20 057
Immobilisations corporelles en cours	12	601	412		412		613
Immobilisations financières	1 051	807	7	0	0	0	1 851
Titres de participations non consolidés	836	157			53		1 046
Créances ratt. à des participations	13	650					663
Créances ratt. participat ^o non conso							0
Autres titres immobilisés	182				-53		129
Prêts	20		7				13
Autres immobilisations financières							0

(1) Le total des pertes de valeur s'élève à 4 500 K€ Elles sont incorporées dans les amortissements d'un montant total de 21 238 K€

Il n'existe pas de perte de valeur sur les autres actifs hors goodwill.

Les montants des immobilisations à l'actif du bilan correspondent à la valeur brute diminuée des amortissements et dépréciations.

Montants des contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Immobilisations corporelles	18 182	18 182
Terrains	76	76
Constructions	7 261	7 261
Installations techniques, mat et outillages industriels	10 845	10 845
Amortissements	8 729	8 214
Cumulés à l'ouverture	8 214	7 633
Dotations de la période	515	918
Autres variations	0	-337
Emprunts	2 333	2 713

Tableau des échéances des autres actifs financiers : 30/06/2006

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Créances rattachées à des participations	1 296			1 296
Autres immobilisations financières	1 129	333	1 024	2 486
Immobilisations et créances financières	2 425	333	1 024	3 782
Titres de participation non consolidés (net)				112
Dépréciation des immobilisations et créances financières				-825
Autres actifs financiers au bilan				3 069

Tableau des échéances des autres actifs financiers : 31/12/2005

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Créances rattachées à des participations	933	76		1 009
Autres immobilisations financières	532	634	1 351	2 517
Immobilisations et créances financières	1 465	710	1 351	3 526
Titres de participation non consolidés (net)				176
Dépréciation des immobilisations et créances financières				-805
Autres actifs financiers au bilan				2 897

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Matières Premières	49 541	48 140	1 401
En-cours	11 431	8 670	2 761
Produits intermédiaires & finis	89 193	76 482	12 711
Total	150 165	133 292	16 873

2.2.2 Dépréciation des actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Stocks	11 258	7 002	7 879	-1	10 380
Créances client	2 850	1 235	593	-5	3 487
Autres créances	361	38		132	531
Total	14 469	8 275	8 472	126	14 398

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	154 361	73		154 434
Créances fiscales et sociales	9 621	2 000		11 621
Comptes courants débiteurs	723			723
Débiteurs divers	1 906			1 906
Instruments financiers dérivés	335			335
Charges constatées d'avance	3 325			3 325
Actifs courants	170 271	2 073	0	172 344
Dépréciation				4 018
Créances clients et autres créances au bilan				168 326

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

La valeur au bilan des valeurs mobilières de placement, soit 50 591 K€, correspond à la valeur de marché au 30 juin 2006.

2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 €

Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Les ETS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à 681 K€(augmentation de l'impôt différé passif net). La variation de l'impôt différé enregistrée au compte de résultat s'élève à 312 K€ (charge d'impôt différé).

L'écart de 369 K€a été enregistré dans les capitaux propres au titre d'une correction d'ouverture.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	665	693	-28
Impôts différés passifs	25 050	24 397	653
<i>Impôt différé net</i>	24 385	23 704	681

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	12 299	548	97	111		12 639
Autres provisions non courantes	2 200					2 200
Provisions non courantes	14 499	548	97	111	0	14 839
Provisions pour risques	1 210	137	327	287	-5	728
Autres provisions pour charges	791	54	219			626
Provisions courantes	2 001	191	546	287	-5	1 354

Les autres provisions non courantes sont affectées à une restructuration mise en œuvre dans une filiale.

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les provisions pour indemnités de départ en retraite calculées, charges sociales incluses, prenant en compte les paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 2,047 %.

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits

Tableau des échéances des dettes

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	676	1 438	45 305	47 419
Dettes financières diverses	450	2 224	558	3 232
Dettes financières locations-financements	882	1 239	212	2 333
Concours bancaires	51 106			51 106
Sous total	53 114	4 901	46 075	104 090
C/C créditeur	4 273		15 700	19 973
Sous total	4 273	0	15 700	19 973
Intérêts courus	65			65
Total	57 452	4 901	61 775	124 128

- Dont dettes courantes 57 452 K€
- Dont dettes non courantes 66 677 K€

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau de flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	63 975	86 909
Découverts bancaires remboursables à vue	- 51 106	- 60 336
Fraction à court terme des dettes portant intérêt	- 65	- 95
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	12 804	26 478

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie

Les billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine ont une échéance fixe et une durée au maximum de 365 jours. Ces billets de trésorerie font l'objet d'une rémunération à taux fixe, déterminée au moment de l'émission. Le plafond de l'encours s'élève à 125 000 K€ pour un montant utilisé de 46 700 K€ à la clôture, montant enregistré dans le poste « Dettes financières à court terme ».

Ligne de tirage

Elle est négociée auprès de plusieurs banques pour un montant maximal de 105 000 K€. L'échéance est comprise entre 1 et 4 ans. Cette ligne de tirage a été utilisée à hauteur de 45 200 K€ à la clôture, montant enregistré dans le poste « Dettes portant intérêt – Echéance > 12 mois ».

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement à des fins de couverture contre les risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux, de SWAP, de CAP, de FLOOR. Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
<i>Swaps de taux</i>	5 402	30 440	6 613	42 455
<i>Achats de Cap</i>	365	15 000	63	15 428
<i>Ventes de Floor</i>	183	7 500	31	7 714
Total	5 950	52 940	6 707	65 597

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Avances et acomptes reçus	760	223
Dettes fiscales et sociales	36 044	37 391
Fournisseurs d'immobilisations	1 327	2 245
Dettes diverses	11 409	8 387
Instruments financiers dérivés	0	491
Produits constatés d'avance	466	206
Total	50 006	48 943

2.9 Engagements hors bilan

La mention des engagements relatifs aux droits d'émission de gaz à effet de serre est nécessaire en raison de l'application de l'avis n°2004-C du 23 mars 2004 du Comité d'Urgence du CNC relatif à la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre dans les comptes individuels et consolidés.

en K€	30/06/2006	31/12/2005
<i>Droits d'émission de gaz à effet de serre</i>	3 627	6 532

2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Résultat de l'ensemble consolidé	1 341	4 131
Impôts sur les bénéfices	778	515
Impôts différés	312	1 538
Base fiscale consolidée	2 431	6 184
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33%	33.83%
Charge d'impôt théorique	810	2 092
Report en arrière des déficits		-1 207
Résultats déficitaires des sociétés fiscalement non intégrées	87	749
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	279	1 072
Différences de taux d'imposition	151	88
Décalage d'imposition sur rachat et cession de locations-financements	-298	-698
Autres impacts	60	-44
Charge d'impôt effective	1 090	2 053

Impôts sur les bénéfices	778	515
Impôts différés	312	1 538
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	1 090	2 053

2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2006	31/12/2005
Cadres	418	415
Employés	733	732
Ouvriers et autres salariés	2 168	2 176
Total	3 319	3 323

Le montant des charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies s'élève à 19 619 K€

2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Participations & produits des autres immos financières	192	15
Revenus des autres créances et VMP	1 635	2 524
Autres produits financiers	1 116	1 008
Reprises sur provisions	427	435
Différences de change	399	1 621
Produits nets sur cession de VMP	114	887
Total des produits financiers	3 883	6 490
Dotation aux provisions	88	977
Intérêts et charges financiers	2 660	5 062
Frais financiers sur locations-financements	52	117
Différences de change	720	952
Charges nettes sur cession de VMP		1
Autres charges financières	246	589
Total des charges financières	3 766	7 698

2.13 Information sectorielle

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2006

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	124 375	176 773	-56 133	245 015
Amortissements	6 010	5 898	4	11 912
Dépréciations et provisions	-265	-517	-4	-786
Résultat opérationnel	3 190	-1 098	222	2 314
Dépréciation des goodwill				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	106 198	104 819	-106	210 911
<i>Dont investissements</i>	5 691	5 960		11 651
Goodwill		15 945		15 945
Autres actifs affectés	108 420	254 734	-45 213	317 941
<i>Actifs non affectés</i>				3 827
Total des actifs	214 618	375 498	-45 319	548 624

Passifs sectoriels

Provisions	143	1 211		1 354
Autres passifs affectés	43 653	107 054	-43 655	107 052
<i>Passifs non affectés</i>				234
Total des passifs	43 796	108 265	-43 655	108 640

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2006

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	163 153	66 049	15 812	245 015
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	204 908	3 189	2 815	210 911
<i>Dont investissements</i>	11 294	181	176	11 651
Goodwill	15 945			15 945
Autres actifs affectés	294 151	17 069	6 721	317 941
<i>Actifs non affectés</i>				3 827
Total des actifs	515 004	20 258	9 536	548 624

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2005

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	123 831	182 203	-59 357	246 677
Amortissements	5 611	5 456	3	11 071
Dépréciations et provisions	-427	-843	-3	-1 273
Résultat opérationnel	8 394	3 211	-38	11 567
Dépréciation des goodwill				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	107 464	103 318	-105	210 677
<i>Dont investissements</i>	5 979	10 553		16 532
Goodwill		16 435		16 435
Autres actifs affectés	106 439	270 034	-49 294	327 179
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	213 903	389 787	-49 399	555 806

Passifs sectoriels

Provisions	834	1 226		2 060
Autres passifs affectés	38 574	112 166	-47 165	103 575
<i>Passifs non affectés</i>				1 221
Total des passifs	39 408	113 393	-47 165	106 856

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2005

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	171 112	63 751	11 813	246 677
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	203 628	4 156	2 893	210 677
<i>Dont investissements</i>	16 128	377	27	16 532
Goodwill	16 435			16 435
Autres actifs affectés	303 257	18 002	5 920	327 179
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	523 321	22 157	8 813	555 806

II – Rapport d’activité au 30 juin 2006

Réuni le 20 septembre 2006, le conseil d’administration d’EXACOMPTA CLAIREFONTAINE a étudié la situation au 30 juin de la société et de ses filiales ainsi que les perspectives.

Comptes consolidés – K€	1^{er} semestre 2006	1^{er} semestre 2005
Chiffre d’affaires	245 015	246 677
Résultat opérationnel	2 314	11 567
Résultat net avant I.S	2 431	10 683
Résultat net après I.S	1 341	6 021
dont Part des minoritaires	< 100 >	< 53 >
Part du groupe	1 441	6 073

Au cours de ce semestre, la poursuite de la hausse des prix des matières premières, de l’énergie et des transports a réduit nos marges et nos résultats.

Une amorce de remontée de nos prix de ventes est en cours et nous poursuivons nos efforts de restructuration, mais les résultats de l’exercice seront en retrait sur ceux de 2005.

Le perfectionnement de nos moyens de production et le bon positionnement commercial de nos produits demeurent de vrais atouts pour les années à venir.

III– Rapport des commissaires aux comptes sur l’information
semestrielle 2006

KPMG AUDIT

523, avenue André Malraux
BP 01
54602 Villers-lès-Nancy Cedex

SEREC AUDIT

Commissaires aux comptes
25, rue Charles Fourier
75640 Paris Cedex 13

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des commissaires aux comptes
sur l’information financière semestrielle
2006

Exacompta Clairefontaine S.A.
88480 Etival-Clairefontaine
Ce rapport contient 3 pages

KPMG AUDIT

523, avenue André Malraux
BP 01
54602 Villers-lès-Nancy Cedex

SEREC AUDIT

Commissaires aux comptes
25, rue Charles Fourier
75640 Paris Cedex 13

Exacompta Clairefontaine S.A.

Siège social : 88480 Etival-Clairefontaine
Capital social : €4 525 920

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2006

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Exacompta Clairefontaine S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

KPMG AUDIT

523, avenue André Malraux
BP 01
54602 Villers-lès-Nancy Cedex

SEREC AUDIT

Commissaires aux comptes
25, rue Charles Fourier
75640 Paris Cedex 13

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés

Villers-lès-Nancy, le 20 octobre 2006

Paris, le 20 octobre 2006

Les commissaires aux comptes

KPMG AUDIT
Département de KPMG S.A.

SEREC AUDIT

Christophe BERNARD
Associé

Dominique GAYNO
Associé